

- Le mot du directeur ... 1
- Une collaboration de longue date avec Afristat ... 2
- Entretien avec Cosme Vodounou, directeur général d'Afristat ... 3
- Soixante actions par an avec les pays du Maghreb ... 4
- Pologne : une coopération exemplaire sur les indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale ... 5
- Russie : coopération suivie dans des domaines clés. Méthodologie : ERETES, l'outil de comptabilité nationale ... 6
- Actualités pays 2012 ... 7
- Brèves ... 8
- Qui fait quoi ... 8

Le mot du directeur



Philippe Cuneo, directeur de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale

La coopération internationale est depuis toujours une mission fondamentale de l'Insee. Par le renforcement des systèmes statistiques publics, la coopération statistique concourt, aux côtés des statisticiens des pays partenaires, à améliorer le pilotage des économies et à répondre aux attentes de la société.

L'Insee intervient d'abord dans le domaine de la comptabilité nationale, à l'aide du système d'élaboration des comptes ERETES, qu'il développe en étroite association avec Eurostat. L'Institut est également présent dans celui des statistiques sociales, avec de nouveaux thèmes comme la mesure de l'exclusion et celle du bien-être. L'Insee contribue aussi aux besoins d'information sur les déséquilibres régionaux, ainsi qu'en statistiques d'entreprises, plus spécialement dans les domaines des nomenclatures et des indices de prix.

L'Insee entretient des liens privilégiés avec les pays du Maghreb. La coopération avec ces pays a ainsi atteint un niveau inédit de soixante actions de coopération par an. L'Insee a notamment mené un jumelage sur l'élaboration des statistiques des échanges extérieurs avec l'Office des changes du Maroc, en collaboration avec la Banque de France et la Direction générale des douanes.

Les autres actions ont concerné à part égale des pays est-européens et d'Afrique subsaharienne. En Europe, l'Insee entretient ainsi des relations suivies avec quelques pays, dont la Russie, l'Ukraine et la Serbie.

La coopération technique avec l'Afrique subsaharienne, quant à elle, passe quasi-exclusivement par l'appui à Afristat, l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne. Malgré les difficultés liées aux événements actuels – le siège d'Afristat se trouve à Bamako, au Mali –, cette coopération reste solide. Un article lui est consacré, suivi d'une interview de son nouveau directeur général.

Cette nouvelle lettre fera mieux connaître les activités de coopération de l'Insee et renforcera nos liens avec l'ensemble de nos partenaires. Ce premier numéro porte sur l'ensemble de l'année 2012, mais par la suite, cette parution deviendra semestrielle.

Je vous en souhaite bonne lecture.



Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier
Rédacteur en chef : Raoul Depoutot

Rédacteurs : François Coûté, Emmanuel Héry, Jean Louis, André Rémy, Charlotte Schiltz, Constance Torelli

Maquette : Emmanuel Héry

Composition : Emmanuel Héry, Karine Hubert

Editeur : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
18, boulevard Adolphe Pinard, 75675 Paris Cedex 14

<http://www.insee.fr>

Une collaboration de longue date avec Afristat

Afristat, créé en 1996 avec le soutien de la France, a largement contribué à l'harmonisation de statistiques dans les pays qui en ont ratifié le traité d'adhésion, actuellement 19 pays francophones et lusophones d'Afrique subsaharienne. Cette institution, reconnue sur le continent africain et au-delà, constitue le pivot de la coopération technique de l'Insee au sud du Sahara.

L'Observatoire statistique et économique d'Afrique subsaharienne (Afristat), dont le siège est à Bamako (Mali), contribue au développement des statistiques économiques et sociales dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne. Son budget est abondé par les vingt États membres et le Ministère français des Affaires étrangères. L'action d'Afristat est double : soutien aux statistiques de base pour les pays les moins avancés et adoption de méthodes plus récentes pour les autres.

À sa création, en 1996, l'équipe d'Afristat comprenait une douzaine d'experts (six cadres français, dont deux de l'Insee, et six statisticiens africains). Elle en compte actuellement une vingtaine, quasi exclusivement africains.

L'appui de l'Insee consiste à mettre son savoir-faire au service d'Afristat dans l'élaboration de méthodologies communes et à contribuer à leur mise en œuvre, ainsi qu'à organiser et coanimer des séminaires. Les interventions de l'Insee, essentiellement sous forme de missions de court terme, sont financées sur le budget de coopération bilatérale octroyé par le Ministère de l'Économie et des Finances. L'engagement de l'Insee aux côtés d'Afristat se traduit aussi par la participation à ses réunions institutionnelles (celles du comité de direction et du conseil scientifique).

Il existe une coopération de longue date entre l'Insee et Afristat en matière de comptabilité nationale et d'analyse de la



Vue du siège d'Afristat à Bamako, au Mali.

conjoncture. D'autres domaines ont également fait l'objet de collaborations : nomenclatures d'activités et de produits, statistiques sociales, indices de prix à la consommation...

Un point fort de cette coopération est l'animation conjointe d'un séminaire annuel régional sur les comptes nationaux. Parmi les nombreux points abordés en 2012, ont figuré la présentation des derniers développements de l'outil ERETES d'élaboration des comptes et le renforcement des compétences en matière d'analyse et de diffusion des résultats. Le rattrapage en matière de production de comptes nationaux fait aussi l'objet d'une collaboration avec les pays membres. Quelques missions conjointes Insee - Afristat ont ainsi eu lieu à Lomé au Togo, où une nouvelle méthode d'interpolation des comptes, testée au Mali, a été utilisée.

L'Insee a également contribué au renforcement des capacités d'Afristat dans le domaine des statistiques macroéconomiques, en accueillant en 2012 un expert pour un stage d'application. Des experts de l'Insee ont par ailleurs fourni un appui à l'élaboration de méthodologies en matière d'indices de la production industrielle et de prix de production.

Plus récemment, de nouveaux thèmes de coopération ont été évoqués avec le nouveau directeur général d'Afristat, comme les statistiques sectorielles et la mesure des progrès des sociétés (voir interview ci-contre). Les difficultés que rencontre actuellement le Mali viennent cependant freiner cette coopération. Certaines activités sont en effet délocalisées dans d'autres pays membres, ce qui entraîne des surcoûts importants pour Afristat.

Entretien avec...

Cosme Vodounou, Directeur Général d'Afristat

Une de vos priorités est de développer le volet Observatoire d'Afristat. Selon vous, dans quels domaines cet effort doit-il porter ?

Un Observatoire comme Afristat a deux composantes. La première a trait à la mise en place d'un système d'information statistique sur ses pays membres et sur une sphère géographique allant au-delà de la zone Afristat. La deuxième est l'exploitation de cette information à des fins d'analyse pour alimenter le débat public.

Dans cette perspective, l'accent est d'abord mis sur la qualité de la production statistique au niveau des Etats ainsi que sur l'archivage et la diffusion, de même que la transparence en ce qui concerne le mode de calcul des indicateurs produits. Ensuite, la production par Afristat des manuels servant de supports au renforcement des capacités statistiques. Enfin, la production de documents d'analyse. A cet égard, nous avons retenu de travailler sur une thématique plus globale liant l'emploi, le secteur informel et le niveau de vie des ménages en exploitant dans un premier temps les données du Mali. Le choix de cette thématique n'est pas neutre. Le secteur informel est un secteur pourvoyeur d'emplois. Comme vous le savez, l'emploi est un levier important en matière de réduction de la pauvreté lequel apparaît au centre des préoccupations régionales et africaines. Après l'étape de production de documents d'analyse, suivra l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités d'analyse au profit des cadres nationaux.



M. Cosme Vodounou, Directeur Général d'Afristat.

De nationalité béninoise, M. Vodounou a été nommé directeur général d'Afristat en 2012. Avant de prendre ses nouvelles fonctions, il était directeur général de l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) du Bénin. M. Vodounou est titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'Université de Montréal. Il est secondé par M. Paul Henri Nguema Meyé, nommé en 2013 directeur général adjoint.

Depuis la création d'Afristat, le nombre de ses États membres est passé de 14 à 20. Quelle est votre position sur le champ géographique de l'Observatoire et sur des demandes éventuelles d'adhésion de la part de pays africains non francophones ?

Sur le plan technique, Afristat est déjà allé au-delà de la sphère francophone puisqu'au nombre de ses Etats membres figurent des pays lusophones. De plus, nous travaillons avec des pays anglophones comme le Nigeria, la Zambie et l'Ouganda dans le cadre du projet portant sur le système d'information sur le marché du travail (LMIS).

Ma position est d'ouvrir l'Observatoire à des pays non francophones. Cela participe de la visibilité d'Afristat et du renforcement de sa crédibilité dans un environnement marqué par la volonté d'asseoir une stratégie d'harmonisation des méthodologies statistiques telle que la ShaSa (Stratégie d'Harmonisation des Statistiques en Afrique) et de renforcer les intégrations économiques régionales.

Cela devra se faire par étape. Dans un premier temps, Afristat étendra sa langue de travail à l'anglais et au portugais comme l'a décidé le dernier Conseil des ministres en approuvant les conclusions de l'étude portant sur « les Réflexions stratégiques sur la restructuration institutionnelle et organisationnelle d'Afristat et la reconstitution de son Fonds de financement au titre de la période 2016 - 2025 ». Ceci aura l'avantage de permettre à Afristat de renforcer ses interventions techniques au-delà de la sphère francophone comme ce que nous faisons avec le projet LMIS. Dans un second temps, les pays qui le désirent pourront engager les procédures politiques d'adhésion à Afristat.

Vous souhaitez qu'Afristat demeure un centre de référence en matière de renforcement des capacités statistiques. En quoi la collaboration avec l'Insee peut-elle contribuer à cet objectif ?

L'Insee est un partenaire stratégique pour Afristat. Pendant plus d'une quinzaine d'années nous avons maintenu une collaboration étroite dans le champ économique notamment en comptabilité nationale, dans le domaine de l'indice harmonisé des prix à la consommation, de la conjoncture et de la modélisation. Ceci a contribué, grâce au travail conjugué de l'assistance française mise à disposition et des experts africains, à hisser l'Observatoire au niveau de centre d'excellence qui lui est reconnu aujourd'hui.

Pour maintenir le cap, la collaboration sera renforcée dans les domaines traditionnels avec l'ouverture vers les domaines nouveaux tels que le changement climatique, les comptes satellites et l'utilisation plus accrue des TIC dans la collecte et la mise en place des systèmes d'information.

Soixante actions de coopération par an avec les pays du Maghreb

La coopération de l'Insee avec les pays du Maghreb s'élève en moyenne à soixante actions par an, ce qui représente plus du tiers de l'activité de coopération de l'Institut. Elle repose sur des relations étroites et anciennes avec les instituts de la région, et passe principalement par des programmes bilatéraux.

Au cours des cinq dernières années, la coopération entre l'Insee et les instituts statistiques des trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) a représenté en moyenne soixante actions par an – sous forme de séminaires, visites d'étude et missions –, soit un peu plus du tiers de l'activité de coopération de l'Institut. Les deux tiers de ces actions ont été effectuées dans le cadre de programmes bilatéraux financés par la France et un tiers sur financements multilatéraux.

L'offre d'assistance technique de l'Insee s'appuie sur les ressources propres de l'Institut et sa capacité à faire appel à d'autres producteurs de statistiques (services statistiques ministériels, Banque de France....). Elle comprend :

- des visites d'études destinées à fournir aux INS partenaires des éléments d'information sur leurs choix méthodologiques ;
- des missions techniques centrées sur la résolution d'un problème spécifique ;
- des missions de conseil stratégique, sur des domaines ciblés ;
- l'organisation d'atelier régionaux sur des problématiques communes à plusieurs INS.

Les projets peuvent être menés dans le cadre de la coopération bilatérale.

Grâce à la communauté de culture et de langue, ces projets peuvent, dans certains cas, prendre une dimension régionale. En 2012, sur les vingt et une actions réalisées sur des financements bilatéraux, trois opérations de ce type ont été organisées dans les domaines de la comptabilité nationale et du suivi infra-annuel des prix et de la production industrielle.

La coopération bilatérale concerne potentiellement tous les domaines de la statistique publique. En 2012, l'observation de la population et des conditions de vie a constitué le principal champ de l'assistance technique, devant la comptabilité nationale, les techniques de collecte et les calculs d'indices.

Cette même année, des missions de conseil stratégique ont été menées sur l'organisation des systèmes statistiques et la production de données régionales.

Les actions sur financements multilatéraux portent sur des durées de l'ordre de deux ou trois ans et exigent souvent l'engagement de moyens importants. Récemment, l'Insee a participé en association avec la Banque de France et la Direction Générale des Douanes, à un jumelage avec l'Office des changes du Maroc sur les statistiques des échanges extérieurs.

Dans ce cadre, en 2012, des experts de l'Insee ont effectué 25 missions. Ils sont intervenus plus particulièrement dans quatre domaines : assistance à la réalisation d'une enquête sur les services, élaboration d'un manuel interne des procédures statistiques, conseils pour la mise en place d'un serveur de métadonnées et traitement des données corrigées des variations saisonnières.

Un suivi post-jumelage, intégré dans le programme annuel de coopération de l'Insee va être mis en place dans certains domaines pour les deux années à venir.

Les pays du Maghreb bénéficient également du programme MEDSTAT-3 mis en place par l'Union Européenne. Ce programme, géré par l'ADETEF, est piloté par une équipe de neuf experts principaux, dont deux sont des cadres de l'Insee. Ce projet ambitieux permet de couvrir six secteurs sous l'angle statistique - agriculture, commerce, énergie, migrations, social, transports - ainsi qu'un secteur plus transversal concernant la diffusion et la formation, pour un financement total de 7 millions d'euros sur quatre ans.

Longtemps centrées sur les statistiques économiques, les comptes nationaux, la démographie et le marché du travail, les préoccupations exprimées par les INS portent de façon croissante sur des sujets tels que la gouvernance statistique et l'observation des déséquilibres régionaux et sociaux. L'offre de l'Insee s'adaptera à cette évolution des priorités.

Pologne : un échange de savoir-faire exemplaire sur les indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale

Une longue et fructueuse collaboration entre l'INS polonais (GUS) et l'Insee, portant sur la pauvreté et l'exclusion sociale, est sur le point de s'achever.

Les premières analyses comparatives sur ce thème ont commencé en 1998, montrant le potentiel des données, mais aussi leurs limites ; le GUS a alors décidé de mettre sur pied une ambitieuse enquête destinée à appréhender non seulement la pauvreté, mais aussi l'exclusion, sous de nombreuses facettes. Déclinée selon plusieurs thèmes, l'enquête cherchait à innover en la matière. L'absence de référence incontestable, en particulier dans la définition et la mesure de l'exclusion, a fait qu'une démarche progressive a été adoptée, d'abord avec une enquête pilote dans la région de Bydgoszcz, dans le nord de la Pologne, réalisée en 2008, puis avec l'enquête générale, conduite en 2011 sur la totalité du territoire polonais (auprès de 15 000 répondants).

Les échanges entre le GUS et l'Insee ont été riches et complexes tout au long de ce projet, car il est difficile de proposer, dans ce domaine des sciences sociales plus encore que dans d'autres, des méthodes d'observation à la fois neutres et permettant d'approcher les différentes dimensions de la pauvreté et de l'exclusion. Celles-ci couvrent en effet la pauvreté monétaire, la pauvreté en conditions de vie, les situations de déséquilibre budgétaire, l'isolement social, l'insatisfaction face à diverses composantes de la vie quotidienne – tant dans la sphère professionnelle que dans la sphère domestique –, ou encore la santé physique et mentale.

Les constructions retenues devaient avoir de

bonnes propriétés statistiques, mais aussi correspondre à la réalité de la société polonaise d'aujourd'hui. Les différentes méthodes d'investigation statistique (économétrie des données qualitatives, analyses de corrélation...) appliquées aux données ont permis de dégager un consensus quant aux indicateurs à privilégier, parfois en proposant des variantes quand aucun indicateur n'était plus pertinent que d'autres.

D'ores et déjà, l'enquête semble reconnue en Pologne comme la source incontournable pour tout ce qui a trait à l'inégalité des niveaux de vie et à l'exclusion (encadré). Son importance est telle, en particulier dans le contexte actuel de la stratégie Europe 2020, qu'il est prévu de la rééditer dans un proche avenir, dans une version intégrant quelques améliorations suggérées au vu des exploitations en cours.

La publication des résultats de l'enquête est imminente. Cette publication devait mettre un terme à la collaboration avec l'Insee concernant l'enquête, mais la prise en compte des recommandations du rapport Stiglitz a ouvert des perspectives nouvelles d'exploitation des données : en particulier, une comparaison France - Pologne ainsi qu'avec d'autres pays européens, portant sur quelques dimensions de la qualité de vie, devrait s'avérer riche d'enseignements.

Ces perspectives sont actuellement à l'étude ; elles pourraient se concrétiser par deux nouvelles rencontres en 2013.

Le GUS rend hommage à la collaboration franco-polonaise sur les statistiques sociales

En octobre 2012, lors de la dernière visite de l'Insee à l'INS polonais, Daniel Verger a reçu la médaille d'honneur du GUS en récompense des services rendus à la statistique sociale polonaise, dans le cadre du projet qu'il a piloté pour l'Insee.

La cérémonie, organisée par le Président du GUS, a permis de réunir la plupart des personnes qui ont participé, au fil des ans, à ce projet et sans lesquelles rien n'aurait pu être construit : plus qu'une distinction individuelle, c'est véritablement un travail collectif franco-polonais qui a ainsi été honoré.

M. Janusz Witkowski (à gauche), directeur général du GUS, remet la médaille d'honneur du GUS, à M. Daniel Verger, expert Insee en méthodologie statistique.



Russie : une coopération suivie dans des domaines ciblés

En 2012, des cadres de Rosstat, l'institut fédéral de la statistique russe, ont bénéficié de deux semaines de formation aux statistiques régionales, organisées par l'Insee.

La coopération franco-russe dans le domaine des statistiques régionales trouve son origine dans la grande proximité de l'organisation géographique de l'institut statistique russe, présent sur l'ensemble du territoire russe, avec celle de l'Insee.

Ces formations auront permis à 20 cadres de Rosstat - dont 11 directeurs régionaux - de découvrir l'organisation régionale de l'Insee ainsi que les principales problématiques auxquelles l'Insee est confronté au niveau régional : statistiques locales, politique de la ville, action régionale, diffusion des données et des résultats, et développement d'outils de cartographie statistique.

Chacune des deux semaines de formation a éga-

lement donné lieu à la visite de deux directions régionales de l'Insee, permettant de constater là aussi une grande proximité dans l'organisation et les missions des structures régionales des INS russe et français.

L'autre volet important de la coopération statistique entre l'Insee et Rosstat relève des comptes nationaux (comptes des administrations publiques, comptes trimestriels) et des nomenclatures. Ce dernier domaine a donné lieu à une mission en octobre à Moscou d'un expert Insee en vue de mettre en place la NACE rev 2 et la CPA 2008 au sein du système statistique public russe, fondé pour le moment sur la NACE rev 1 et la CPA 2002.

Les échanges entre Rosstat et l'Insee devraient s'intensifier l'année prochaine, plusieurs suivis de la part de l'Insee devant avoir lieu à partir du printemps 2013.

Méthodologie : ERETES 2008, un système pour les comptes nationaux conforme au SCN 2008

ERETES, développé par Eurostat et l'Insee, a connu d'importants développements en 2012, avec sa mise en conformité avec le SCN 2008 et de nouveaux outils, en particulier pour l'analyse et l'édition de séries longues.

Dès 2010, le système ERETES franchissait une nouvelle étape dans son développement par une nouvelle version, compatible avec le Système de comptabilité nationale (SCN) 2008. Il s'agit en réalité d'une version double, qui permet de travailler aussi bien en SCN 2008 que dans le système de comptabilité nationale précédent (SCN 1993). Lorsqu'un utilisateur ouvre une base de données, ERETES reconnaît à quel SCN elle se rattache, et s'oriente automatiquement vers la variante correspondante. Cette nouvelle version d'ERETES, baptisée « ERETES 2008 » (en référence au SCN 2008) permet désormais d'élaborer la quasi-totalité des tableaux des comptes annuels du SCN, y compris les comptes

financiers. Seul le module permettant d'élaborer les comptes de patrimoine reste inachevé. On peut stocker les données nécessaires à ces comptes, mais l'utilisateur doit ensuite construire son propre tableau de contrôle des évolutions annuelles.

ERETES 2008 s'accompagne également d'un outil attendu depuis longtemps : le stockage des séries longues. Il s'agit d'une base où peuvent être chargées cinquante années de comptes, ce qui devrait suffire à la plupart des utilisateurs. Cet outil inclut une trentaine de tableaux d'édition prêts à l'emploi, qui facilitent l'analyse et la publication des résultats. Mais les utilisateurs peuvent aussi créer leurs propres tableaux sur mesure, en fonction de leurs besoins.

Enfin, pour alléger la charge de travail demandée aux comptables nationaux par le Programme de comparaisons internationales en parité de pouvoir d'achat (PCI - PPA) 2011, une interface avec ERETES a été développée. Le bureau mondial du PCI a confirmé que le résultat obtenu était conforme à ses requêtes. Les deux outils, séries longues et interface PCI, ont été développés en collaboration avec des groupes de travail constitués d'utilisateurs membres du Groupe ERETES.

Afin de valoriser toutes les nouveautés d'ERETES 2008, l'équipe ERETES de l'Insee consacrera l'année 2013 à leur diffusion et à la formation des utilisateurs.



Paris, septembre 2012 : formation des nouveaux utilisateurs d'ERETES (agents Insee d'Outre-Mer et comptables nationaux du Maghreb)

Actualités pays

► Europe

Pologne : une mission et une visite ont été organisées entre la direction régionale du GUS de Bydgoszcz et la direction régionale de l'Insee de Lille. Cette collaboration a donné lieu à une publication commune. Deux missions et une visite sur la méthodologie liée à l'enquête pauvreté-exclusion sociale ont également eu lieu.

Macédoine : une mission technique sur le thème des indices de prix à l'import/export s'est inscrite dans le cadre du jumelage mené par Destatis et Statistics Denmark.

Serbie : trois délégations serbes ont été accueillies à Paris sur les thèmes de la statistique agricole, des statistiques régionales, et des statistiques douanières. Une mission technique a été effectuée pour la mise en place d'une enquête achats auprès des entreprises.

Turquie : une visite d'étude a rassemblé des experts de TurkStat et de l'Insee sur Prodcom.

Russie : deux sessions de formation d'une semaine en France ont été organisées avec Rosstat afin d'appréhender les solutions apportées par l'Insee aux problématiques liées aux statistiques régionales. Concernant les nomenclatures, une mission technique s'est déroulée fin 2012 à Rosstat sur le passage à la NACE rev. 2 et à la CPA 2008.

Ukraine : trois missions ont traité respectivement de l'indice des prix à la consommation, des statistiques du commerce extérieur et des indices de prix de production.

Moldavie : une mission technique a eu lieu sur le passage à la NACE rev. 2, la coopération sur ce sujet avec la Moldavie est sur le point de se terminer.

► Maghreb

Six visites d'étude et trois missions d'appui sur les statistiques sociales et régionales (démographie, conditions de vie et consommation des ménages, pauvreté, exclusion) ont été organisées en 2012 avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Dans le domaine des statistiques d'entreprises, les nouvelles techniques de collecte auprès des entreprises et l'expertise en matière d'indices de prix de production ont donné lieu à quatre actions d'appui. Les pays de la région ont bénéficié d'un renforcement en comptabilité nationale. Enfin, la Tunisie a bénéficié d'un appui en matière de gouvernance et d'organisation statistique.

Dans le cadre du jumelage avec l'Office des changes du Maroc sur les statistiques des échanges extérieurs mené par l'Insee et la Banque

de France, une dizaine d'experts de l'Insee ont participé chacun en moyenne à deux actions dans l'année. Les activités ont porté sur la mise en place d'une enquête sur les services de transports, la structure et les activités des filiales étrangères, la correction des variations saisonnières, l'élaboration d'un manuel interne de procédures statistiques et la gestion des méta-données.

Une mission d'appui sur les comptes des administrations publiques a été effectuée au Liban. En Palestine, un expert de l'Insee a animé une formation en économie à l'Institut des finances publiques de Ramallah.

► Afrique Sub-saharienne

Une douzaine d'actions a été réalisée avec Afristat. Les questions macroéconomiques traitées sous forme de séminaires annuels ont eu lieu au Burkina Faso, au Cameroun et en Côte d'Ivoire, et deux visites d'études permettant d'assurer un renforcement des capacités ont été organisées. Enfin, deux missions d'appui technique au Togo ont permis de réaliser un rattrapage en matière de production des comptes nationaux.

S'agissant des statistiques d'entreprises, un appui sur la mise en place d'un indice de prix de production industrielle a été effectué au Burkina Faso. Dans le domaine des statistiques sociales, une visite d'études a été organisée dans le cadre du renforcement des capacités pour la production et l'analyse des indicateurs du travail décent (projet RECAP). Enfin, un représentant de l'Insee a participé au colloque international pour le 40ème anniversaire de l'IFORD sur le thème des jeunes en Afrique.

La Côte d'Ivoire a bénéficié d'une coopération bilatérale avec notamment l'organisation de deux visites d'études sur la cartographie du recensement et sur la diffusion et la communication. Trois missions ont eu lieu à Abidjan sur l'évaluation du système statistique et sur la comptabilité nationale. L'Insee a par ailleurs participé au 8ème Symposium de la statistique à Yamoussoukro.

Dans la région d'Amérique latine et les Caraïbes, un expert de l'Insee a participé au séminaire annuel organisé par la CEPALC sur les comptes nationaux à Santiago du Chili et à un atelier sur les développements de l'outil ERETES à Lima. En Haïti, un appui a été apporté à l'Institut haïtien de la statistique pour la réalisation d'une enquête sur l'impact du séisme sur les conditions de vie des ménages. Une autre mission d'expertise a été effectuée sur la mise en place d'un répertoire des entreprises en Haïti.

Brèves

► Croatie : l'Insee coopère depuis janvier 2013 avec la Croatie dans le cadre d'un projet financé par le programme européen Instrument for Pre-accession Assistance (IPA), sur le thème des statistiques d'entreprises. Cette participation se fait en partenariat avec ADETEF.

► Macédoine : l'Insee apporte un appui au jumelage mené par Destatis et Statistics Denmark, qui a pour but de renforcer les capacités du State Statistical Office (SSO) macédonien. Un programme de coopération bilatérale a également été adopté en février 2013.

► Turquie : l'Insee et TurkStat vont mettre en place en 2013 un programme d'actions dans le cadre de la subvention européenne liée au programme Upgrading the Statistical System of Turkey phase III (USST III). Celles-ci concerneront essentiellement les statistiques d'entreprises, les statistiques liées aux filiales étrangères ainsi que la désaisonnalisation.

L'Institut accueille par ailleurs cette année un stagiaire turc pour une période de six mois.

Qui fait quoi



Raoul Depoutot, Chef du département Coordination Statistique et Internationale



François Coûté, Chef de la division Appui Technique International



André Rémy, Afrique du Nord



Constance Torelli, Afrique Sub-saharienne



Emmanuel Héry, Europe centrale et orientale et CEI



Charlotte Schiltz, ERETES



Jean Louis, ERETES



Christian Girier, Expertise macro-économique



Cellule d'appui logistique (de gauche à droite) : Karine Hubert, Nicole Manon, Marie-Pierre Caillebot

Hommage à Alain Tranap

Alain Tranap, responsable de l'activité de coopération internationale de l'Insee de 1997 à 2009, est décédé le 21 septembre 2012

Administrateur hors classe de l'Insee, expert en comptabilité nationale et en analyse conjoncturelle, Alain Tranap avait longtemps travaillé à la Direction des études et synthèses économiques. Après cinq années passées comme directeur interrégional Antilles-Guyane, il a occupé pen-

dant treize ans le poste de chef du département des relations internationales et de la coopération, puis de chef de l'unité de la coopération internationale.

À la retraite depuis novembre 2011, il restait très impliqué dans la coopération technique. Il était le chef de projet du jumelage avec l'Office des changes du Maroc et jouait un rôle déterminant dans la mise en place de comptes trimestriels en Afrique subsaharienne.